

- 2° Anciens internes des hôpitaux publics ;
Anciens praticiens du service de santé des armées
répondant aux conditions requises pour l'inscription sur
une liste d'aptitude aux fonctions de chef de service
à temps plein ;
Médecins spécialistes qualifiés ;
Médecins étrangers ressortissants d'un Etat membre
de la Communauté économique européenne pouvant
justifier d'une qualification reconnue équivalente. 94,50 F
- 3° Toutes autres catégories 83,40 F

Art. 2. — Les taux des vacations des attachés de centres hospitaliers régionaux faisant partie d'un centre hospitalier et universitaire établis sur la base de la demi-journée de trois heures trente sont fixés comme suit, en fonction des titres dont ces personnels justifient au moment de leur nomination, à compter du 1^{er} janvier 1977 :

- 1° Anciens chefs de clinique de faculté ou école nationale de médecine (ancien régime) ;
Anciens assistants d'un hôpital de ville siège de faculté ou école nationale de médecine (ancien régime) ;
Anciens chefs de clinique ou anciens assistants des universités assistants des hôpitaux (nouveau régime) ;
Médecins étrangers ressortissants d'un Etat membre de la Communauté économique européenne pouvant justifier d'une qualification reconnue équivalente. 134,15 F

- 2° Anciens internes des hôpitaux publics ;
Anciens praticiens du service de santé des armées répondant aux conditions requises pour l'inscription sur une liste d'aptitude aux fonctions de chef de service à temps plein ;
Médecins spécialistes qualifiés ;
Médecins étrangers ressortissants d'un Etat membre de la Communauté économique européenne pouvant justifier d'une qualification reconnue équivalente. 111,80 F

- 3° Toutes autres catégories 99,20 F

Art. 3. — Ces rémunérations suivent l'évolution des traitements de la fonction publique.
Elles sont versées mensuellement aux ayants droit par l'établissement, après service fait.

Art. 4. — L'arrêté du 19 février 1975 est abrogé.

Art. 5. — Le directeur des hôpitaux au ministère de la santé est chargé de l'application du présent arrêté, qui sera publié au Journal officiel de la République française.

Fait à Paris, le 22 février 1977.

Le ministre de la santé,
Pour le ministre et par délégation :
Le directeur des hôpitaux,
JACQUES GUILLOT.

Le ministre délégué auprès du Premier ministre
chargé de l'économie et des finances,
Pour le ministre et par délégation :
Le directeur du budget,
JACQUES BUZET.

MINISTERE DE L'INDUSTRIE ET DE LA RECHERCHE

Autorisation aux Charbonnages de France de prendre une participation dans le capital d'une société à créer pour l'exploitation de la chaleur géothermique dans la région de Clermont-Ferrand.

Par arrêté du ministre délégué auprès du Premier ministre chargé de l'économie et des finances et du ministre de l'industrie et de la recherche en date du 4 février 1977, les Charbonnages de France sont autorisés à prendre une participation d'environ 34 p. 100 des fonds propres, sans dépasser 650 000 F, dans le capital d'une société à créer pour l'exploitation de la chaleur géothermique dans la région de Clermont-Ferrand.

MINISTERE DE LA QUALITE DE LA VIE

Rémunération des personnels participant aux préparations, jurys de concours ou examens organisés par le ministère de la qualité de la vie.

Le ministre délégué auprès du Premier ministre chargé de l'économie et des finances, le ministre de la qualité de la vie et le secrétaire d'Etat auprès du Premier ministre, chargé de la fonction publique,

Vu le décret n° 56-585 du 12 juin 1956, modifié par le décret n° 68-912 du 15 octobre 1968, portant fixation du système général de rétribution des agents de l'Etat et des personnels non fonctionnaires assurant à titre d'occupation accessoire soit une tâche d'enseignement, soit le fonctionnement de jurys d'examen ou de concours,

Arrêtent :

Art. 1^{er}. — Pour l'application des dispositions des titres II et III du décret du 12 juin 1956 susvisé, les enseignements donnés pour la préparation aux concours et examens et les jurys de ces concours et examens organisés par le ministère de la qualité de la vie sont classés dans les groupes prévus par ce décret conformément au tableau ci-après :

DÉSIGNATION DES CONCOURS ET EXAMENS	CLASSEMENT dans les groupes.
Epreuves de sélection professionnelle pour l'accès au grade de secrétaire administratif en chef d'administration centrale	III
Concours d'admission au grade de secrétaire administratif d'administration centrale	III
Concours pour le recrutement de secrétaires sténodactylographes et d'adjoints administratifs	IV
Concours pour le recrutement de sténodactylographes	V
Examen d'aptitude pour l'accès aux emplois d'agent technique de bureau et d'agent de bureau	V
Concours pour le recrutement d'ouvriers professionnels de 1 ^{re} catégorie	IV
Examen psychotechnique pour la nomination au grade de conducteur d'automobile de 1 ^{re} catégorie	V
Examen professionnel et examen psychotechnique pour le recrutement de conducteurs d'automobile de 2 ^e catégorie	V
Concours pour le recrutement d'ouvriers professionnels des 2 ^e et 3 ^e catégories	V

Art. 2. — Le directeur du budget au ministère de l'économie et des finances et le chef de service des affaires générales au ministère de la qualité de la vie (Environnement) sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au Journal officiel de la République française.

Fait à Paris, le 25 février 1977.

Le ministre de la qualité de la vie,
Pour le ministre et par délégation :
Le chef de service,
ANDRÉ CHARLES.

Le ministre délégué auprès du Premier ministre
chargé de l'économie et des finances,

Pour le ministre et par délégation :

Le directeur du budget,

Par empêchement du directeur du budget :

Le sous-directeur,
JACQUES BUZET.

Le secrétaire d'Etat auprès du Premier ministre,
chargé de la fonction publique,

Pour le secrétaire d'Etat et par délégation :

Pour le directeur général de l'administration
et de la fonction publique empêché :

Le sous-directeur,
JEAN-LOUIS MOREAU.

JEUNESSE ET SPORTS

Décret n° 77-271 du 22 mars 1977 modifiant le décret n° 73-131 du 8 février 1973 instituant des brevets d'aptitude aux fonctions d'animateur et de directeur de centres de vacances et de loisirs.

Le Premier ministre,

Sur le rapport du ministre de la qualité de la vie,

Vu le décret du 15 janvier 1947 portant transfert d'attributions du ministère de la santé publique et de la population au ministère de l'éducation nationale ;

Vu le décret n° 54-41 du 6 janvier 1954, modifié par le décret n° 58-970 du 13 octobre 1958, concernant les diplômes d'Etat de moniteur et directeur de colonies de vacances ;

Vu le décret n° 72-697 du 28 juillet 1972 relatif aux attributions du secrétaire d'Etat auprès du Premier ministre, chargé de la jeunesse, des sports et des loisirs ;

Vu le décret n° 73-131 du 8 février 1973 instituant des brevets d'aptitude aux fonctions d'animateur et de directeur de centres de vacances et de loisirs ;

Vu le décret n° 74-578 du 6 juin 1974 relatif aux attributions du ministre de la qualité de la vie ;

Vu le décret n° 76-884 du 23 septembre 1976 relatif aux attributions du secrétaire d'Etat auprès du ministre de la qualité de la vie ;

Le conseil de la jeunesse, de l'éducation populaire et des sports entendu,

Décète :

Art. 1^{er}. — L'article 5 du décret susvisé du 8 février 1973 est complété par l'alinéa suivant :

« Les personnes justifiant avant la date de publication du présent décret d'une expérience suffisante en matière de direction de centres de vacances ou de loisirs pourront obtenir, dans des conditions précisées par arrêté, un allègement des épreuves prévues à l'article 3 du décret susvisé pour l'obtention du brevet d'aptitude aux fonctions de directeur de centres de vacances et de loisirs. »

Art. 2. — L'article 6 du décret susvisé du 8 février 1973 est complété par l'alinéa suivant :

« Toutefois, par dérogation aux dispositions de l'article 2 et de l'alinéa ci-dessus, le brevet d'aptitude aux fonctions d'animateur de centres de vacances et de loisirs peut, dans des conditions qui seront précisées par arrêté, être délivré par le ministre chargé de la jeunesse et des sports à des personnes membres des associations nationales agréées de scoutisme et justifiant d'une formation et d'une expérience suffisantes en matière d'animation de centres de vacances ou de loisirs. Ces personnes devront être présentées par leur association avant le 1^{er} janvier 1982. »

Art. 3. — L'article 7 du décret susvisé du 8 février 1973 est complété par l'alinéa suivant :

« Toutefois, par dérogation aux dispositions de l'article 3 et de l'alinéa ci-dessus, le brevet d'aptitude aux fonctions de directeur de centres de vacances et de loisirs peut, dans des conditions qui seront précisées par arrêté, être délivré par le ministre chargé de la jeunesse et des sports à des personnes membres des associations nationales agréées de scoutisme et justifiant d'une formation et d'une expérience suffisantes en matière de direction de centres de vacances ou de loisirs. Ces personnes devront être présentées par leur association avant le 1^{er} janvier 1982. »

Art. 4. — L'article 8 du décret susvisé du 8 février 1973 est abrogé et remplacé par les dispositions suivantes :

« Les titulaires du brevet d'aptitude aux fonctions de directeur obtiennent l'autorisation d'exercer les fonctions de directeur de centres de vacances ou de loisirs pour une durée de cinq années consécutives à compter de la date de délivrance du brevet.

« Cette autorisation peut être renouvelée dans les conditions suivantes :

- « Avoir exercé des fonctions de direction deux années au moins au cours des cinq dernières années ;
- « Avoir participé à une nouvelle session de perfectionnement.

« A défaut de remplir ces deux conditions, l'intéressé doit participer à une nouvelle session de formation de directeur, sauf prorogation, pour une nouvelle année non renouvelable, de l'autorisation d'exercer.

« Toutefois, l'autorisation de diriger un centre déterminé peut être accordée par dérogation aux dispositions ci-dessus dans des conditions précisées par arrêté. »

Art. 5. — Le ministre de la qualité de la vie est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 22 mars 1977.

RAYMOND BARRE.

Par le Premier ministre :

Le ministre de la qualité de la vie,
VINCENT ANSQUER.

SECRETARIAT D'ETAT AUX UNIVERSITES

Délégation de signature.

Le Premier ministre,

Sur le rapport du secrétaire d'Etat aux universités,

Vu le décret n° 47-233 du 23 janvier 1947 modifié autorisant les ministres à déléguer, par arrêté, leur signature ;

Vu le décret n° 74-594 du 20 juin 1974 relatif aux attributions du secrétaire d'Etat aux universités ;

Vu le décret du 27 août 1976 portant nomination des membres du Gouvernement ;

Vu le décret n° 74-613 du 27 juin 1974, modifié par le décret n° 75-751 du 7 août 1975 et par le décret n° 76-720 du 30 juillet 1976, portant organisation de l'administration centrale du secrétariat d'Etat aux universités ;

Vu l'arrêté du 3 octobre 1975, modifié par les arrêtés du 18 décembre 1975 et des 16 avril et 16 septembre 1976, relatif à l'organisation de l'administration centrale du secrétariat d'Etat aux universités ;

Vu l'arrêté du 30 août 1976 portant délégation de signature à M. Jean Imbert, directeur des enseignements supérieurs ;

Vu l'arrêté du 25 octobre 1976 portant délégation de signature à M. Louis Paoli, chef de service, et à M. Jérôme Polverini, administrateur civil à l'administration centrale du secrétariat d'Etat aux universités,

Décète :

Art. 1^{er}. — En cas d'absence ou d'empêchement de M. Jean Imbert, de M. Louis Paoli et de M. Jérôme Polverini, délégation est donnée à Mme Marie-Paule Desplas, attaché principal d'administration centrale, à l'effet de signer, dans la limite des attributions du bureau des écoles d'ingénieurs et des autres établissements d'enseignement technologique long, les diplômes ressortissant aux enseignements techniques supérieurs.

Art. 2. — Le secrétaire d'Etat aux universités est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 8 mars 1977.

RAYMOND BARRE.

Par le Premier ministre :

Le secrétaire d'Etat aux universités,
ALICE SAUNIER-SEITÉ.

INFORMATIONS PARLEMENTAIRES

ASSEMBLEE NATIONALE

SECONDE SESSION ORDINAIRE DE 1976-1977

ORDRE DU JOUR

Samedi 2 avril 1977, à seize heures. — SÉANCE PUBLIQUE

Installation des secrétaires d'âge.

Nomination, éventuellement par scrutin :

- Des six vice-présidents ;
- Des trois questeurs ;
- Des douze secrétaires.

Installation du bureau.

Convocation de la conférence des présidents.

La conférence constituée conformément à l'article 48 du règlement est convoquée pour le mardi 5 avril 1977, à douze heures trente, dans les salons de la présidence.